مؤتمر النسوية

ⵜⴰⵙⵙⵉⵙⵜ ⵏ ⵜⵎⵓⵔⵜ

LES ASSISES DU FEMINISME

SYNTHÈSE DU RAPPORT
DE LA PREMIÈRE ÉDITION DES ASSISES DU FÉMINISME

ORGANISÉE À RABAT, LE 16 DÉCEMBRE 2023

PAR L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA CULTURE DE L'ÉGALITÉ (APCE)

مؤتمر النسوية
ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵜⵎⵓⵔⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA CULTURE DE L'ÉGALITÉ (APCE)

L'Association pour la Promotion de la Culture de l'Égalité (APCE), sous la présidence de Aïcha Zaïmi Sakhri, représente un bastion de la lutte pour l'égalité des genres au Maroc. Fondée en 2023, l'APCE se consacre à la promotion des droits des femmes et de l'égalité de genre, à travers une variété d'initiatives et d'activités. Son action cible la diffusion de l'égalité entre les genres, en servant de plateforme pour la recherche, l'échange, la rencontre, l'apprentissage et la formation.

Engagée dans la sensibilisation aux inégalités de genre et la défense des droits des femmes, l'APCE s'efforce de créer un environnement plus inclusif et équitable. Elle éveille la conscience du public aux disparités existantes et incite au changement de mentalité à travers des programmes éducatifs et des campagnes de sensibilisation. En étroite collaboration avec les décideurs, des chercheurs et des actrices et acteurs politiques et sociaux, l'association milite pour la réforme des lois discriminatoires et pour la mise en place de politiques favorisant les droits des femmes et des filles dans différents domaines.

L'association se distingue également par son engagement dans la création de réseaux et de partenariats avec d'autres organisations féministes et pour l'égalité des genres, à la fois au niveau national et international. Cela permet de partager des expériences, des ressources et de meilleures pratiques, renforçant ainsi le mouvement féministe.
Parmi ses initiatives phares, l'APCE organisera chaque année les Assises du Féminisme. Ces assises offrent un forum historique, rassemblant diverses voix et expertises pour enrichir le débat sur l'égalité des genres et influencer positivement les politiques et pratiques sociales au Maroc. L'événement réunit des associations et des personnalités issues de multiples disciplines.

L'APCE produit également du contenu digital, des bulletins périodiques et des plaidoyers dans le cadre de son engagement à promouvoir l'égalité des genres. Le bureau de l'association comprend des membres dévoués tels qu'Ali El Yousfi Alaoui, Karima Echcherki, et Khadija Salaheddine, qui contribuent toutes et tous à la réalisation de sa mission.

En poursuivant inlassablement son œuvre, l'APCE se dresse comme un phare de l'égalité de genre, engageant la société dans un dialogue constructif et nécessaire dans un Maroc en pleine mutation.

AVEC LE SOUTIEN DE

Euro-Mediterranean Foundation of Support to Human Rights Defenders
المؤسسة الأورو-متوسطية لدعم المدافعين عن حقوق الإنسان
Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme

MDJS

ONU FEMMES

AMBASSADE DE BELGIQUE

PREMIÈRE ÉDITION DES ASSISES DU FÉMINISME • Rabat, le 16 décembre 2023

مـؤتمـر الـنسـوية
ⵜⴰⵎⵓⵏⵜ ⵏ ⵜⵓⵎⵙⵜⴰⵏⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

CONTEXTE : LA RÉFORME DE LA MOUDAWANA CONSTITUE UN DES PILIERS DE L'ÉTAT SOCIAL

Sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste, le Maroc aborde une phase nouvelle de son développement, caractérisée par l'édification d'un État social. Ce projet ambitieux est soutenu par des programmes sociaux d'envergure, incluant la généralisation de la protection sociale et la refonte des systèmes de santé et d'éducation nationale.

Dans un contexte mondial où se multiplient les défis comme le réchauffement climatique, les dangers de la mondialisation (pandémie, pénurie), le creusement des inégalités ou encore la résurgence des conflits armés, l'État social émerge comme un idéal nouveau. Il témoigne des prouesses accomplies par le Royaume, qui consolide son rôle de puissance régionale de référence et s'assure une juste place sur l'échiquier mondial.

Au cœur de ce développement se trouve l'impératif d'équité entre les femmes et les hommes, un principe essentiel énoncé par le Souverain dès le lendemain de son accession à la charge suprême d'Amir Al Mouminine, le 20 août 1999. En effet :

«Comment espérer assurer progrès et prospérité à une société alors que ses femmes, qui en constituent la moitié, voient leurs droits bafoués et pâtissent d'injustice, de violence et de marginalisation, au mépris du droit à la dignité et à l'équité que leur confère notre sainte religion ?».

La quête de l'égalité de genre dépasse largement le cadre des préoccupations féminines pour embrasser une multitude de problématiques à l'intersection du politique, du social et de l'économique. Les femmes, à travers leurs compétences diversifiées et sophistiquées, ont démontré leur apport significatif dans des domaines tels que la recherche scientifique, le développement économique, etc. Leur participation en politique s'est révélée bénéfique, contribuant à l'évolution du Maroc vers la modernité tout en préservant les valeurs fondamentales de notre société.

Le lien indissociable entre le sort des femmes et celui de la famille conduit inévitablement à une réflexion plus large sur l'intérêt supérieur de l'enfant. Cette priorité nationale s'inscrit dans le cadre plus global de la lutte pour l'équité des genres, soulignant l'importance cruciale de considérer les besoins et les droits des enfants dans toute démarche visant à promouvoir l'égalité et la justice sociale.

«Le Code ne devrait pas être considéré comme une loi édictée à l'attention exclusive de la femme, mais plutôt comme un dispositif destiné à toute la famille, père, mère et enfant. Il obéit au souci, à la fois, de lever l'iniquité qui pèse sur les femmes, de protéger les droits des enfants, et de préserver la dignité de l'Homme».

Discours de S.M. le Roi Mohammed VI lors de l'ouverture de la 2e année législative de la 7e législature

La réforme de la Moudawana en 2004, en parallèle avec d'autres initiatives progressistes telles que l'Instance Équité et Réconciliation, a été un pilier fondamental dans la refondation du contrat social au Maroc. Cette réforme a engendré des avancées significatives pour les femmes et la société marocaine, en encadrant des aspects cruciaux tels que le mariage des mineurs, la polygamie, la répudiation, en simplifiant les procédures de divorce, et en instituant une responsabilité conjointe des conjoints vis-à-vis de la famille. Ces progrès, particulièrement innovants pour leur époque, ont été mis en œuvre en totale adéquation avec les traditions et coutumes du Royaume.

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, dans son discours prononcé lors de l'ouverture de la 2e année législative de la 7e législature, a réaffirmé son engagement envers ces principes :

« Je ne peux, en Ma qualité d'Amir Al Mouminine, autoriser ce que Dieu a prohibé, ni interdire ce que le Très-Haut a autorisé. Il est nécessaire de s'inspirer des desseins de l'Islam tolérant qui honore l'Homme et prône la justice, l'égalité et la cohabitation harmonieuse, et de s'appuyer sur l'homogénéité du rite malékite, ainsi que sur l'Ijtihad qui fait de l'Islam une religion adaptée à tous les lieux et toutes les époques, en vue d'élaborer un Code moderne de la Famille, en parfaite adéquation avec l'esprit de notre religion tolérante »

Discours de S.M. le Roi Mohammed VI lors de l'ouverture de la 2e année législative de la 7e législature.

La Constitution de 2011 du Maroc a renforcé ces principes de justice et d'égalité, en particulier dans son Article 19 qui précise que « l'homme et la femme jouissent, à égalité, des droits et libertés à caractère civil, politique, économique, social, culturel et environnemental » et affirme que « l'État marocain œuvre à la réalisation de la parité entre les hommes et les femmes ». Cette disposition constitutionnelle souligne l'engagement du Maroc envers l'équité et l'égalité des genres, faisant de l'égalité un objectif national et une priorité dans le développement du pays.

Presque deux décennies après l'introduction du Code de la Famille, et dans le cadre de la construction résolue de l'État Social marocain, il devient essentiel de fusionner tradition et modernité pour élever encore davantage la cohésion sociale marocaine. Ce besoin se fait particulièrement sentir dans un contexte mondial où le Maroc est célébré pour sa solidarité et son unité, récemment illustrées lors des réponses nationales aux catastrophes naturelles telles que le séisme du 08 septembre 2023.

Cependant, malgré les avancées significatives en matière de droits des femmes depuis la réforme de la Moudawana en 2004, de nombreux défis demeurent. Il est apparu que, dans la pratique, la réforme n'a pas toujours été appliquée de manière cohérente, et certaines de ses dispositions sont restées inadéquates. Ce constat a été clairement établi par Sa Majesté le Roi Mohammed VI dans son discours à l'occasion de la Fête du Trône le 30 juillet 2022 : « Dans un premier temps, le Code de la Famille a représenté un véritable bond en avant ; désormais, il ne suffit plus en tant que tel. L'expérience a en effet mis en évidence certains obstacles qui empêchent de parfaire la réforme initiée et d'atteindre les objectifs escomptés.

Au nombre de ces écueils, figure l'application incorrecte du Code en raison de divers facteurs sociologiques. L'un d'eux tient notamment à la propension tenace d'une catégorie de fonctionnaires et d'hommes de justice à considérer que le Code est réservé aux femmes.

La réalité est autre : le Code n'est spécifique ni aux hommes ni aux femmes : il est dédié à la famille entière. Fondé sur la notion d'équilibre, il donne aux hommes et aux femmes les droits qui leur échoient respectivement et il tient compte de l'intérêt des enfants.
À cet égard, nous nous attachons à ce que cet élan réformateur soit mené en parfaite concordance avec les desseins ultimes de la Loi islamique (Charia) et les spécificités de la société marocaine. Nous veillons aussi à ce qu'il soit empreint de modération, d'ouverture d'esprit dans l'interprétation des textes, de volonté de concertation et de dialogue, et qu'il puisse compter sur le concours de l'ensemble des institutions et des acteurs concernés.

مؤتمر النسوية
ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵜⵎⵓⵔⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

Par ailleurs, rappelons une vérité essentielle : quand les femmes accèdent pleinement à leurs droits, elles ne portent aucun préjudice aux hommes, pas plus qu'elles ne se font tort. De fait, la condition sine qua non pour que le Maroc continue de progresser est qu'elles occupent la place qui leur échoit et qu'elles apportent leur concours efficace à toutes les filières de développement.

LES PREMIÈRES ASSISES DU FÉMINISME POUR NOURRIR LE DÉBAT CONSACRÉ À LA RÉVISION NÉCESSAIRE DE LA MOUDAWANA

C'est dans ce contexte que les premières Assises du Féminisme ont été organisées par l'Association pour la Promotion de la Culture de l'Égalité (APCE). Ces assises, marquées par une approche pluridisciplinaire, ont réuni des personnalités et des associations issues de divers domaines tels que la médecine, l'islamologie, l'histoire, l'anthropologie, l'économie, la gestion, la littérature et les arts. Elles ont également accueilli deux intervenantes pour représenter les Marocains du Monde qui se saisissent, au Maroc comme ailleurs, de la lutte contre les discriminations dans la sphère publique et privée.

Ces assises ont constitué un terrain fertile pour le partage d'idées et de visions dans le combat pour l'équité entre les genres. Elles ont embrassé une perspective féministe tout en tenant compte des dynamiques familiales et sociales, plaçant l'intérêt supérieur de l'enfant au centre des discussions. Les participants ont cherché à dépasser les clivages stériles et les oppositions binaires entre progressisme perçu comme étranger et conservatisme ancré dans des traditions religieuses rigides.

Les recommandations issues de ces échanges ont été formulées en conformité avec les Instructions Royales, en évitant d'importer aveuglément des idéologies étrangères ou de reproduire des revendications qui ne tiennent pas compte des spécificités locales. Ces propositions ont reconnu la multiplicité des sources du droit, incluant les traités internationaux, la Constitution, les lois et réglementations, ainsi que la jurisprudence et les coutumes propres à la nation. Ces recommandations sont le fruit de la réflexion de femmes et

مؤتمر النسوية
ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵜⵎⵓⵔⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

d'hommes engagés dans une tradition militante longue et ancrée, reflétant une approche qui prend racine dans le contexte spécifique du Maroc tout en étant ouverte aux perspectives globales.

Les Assises du Féminisme, organisées par l'Association pour la Promotion de la Culture de l'Égalité, ont abouti à plusieurs constats significatifs :

1. **Effets de la réforme de 2004 :** Bien que la réforme ait eu des effets positifs, elle n'a pas été appliquée uniformément sur l'ensemble du territoire national. De nombreuses femmes restent vulnérables sur les plans économique, politique, social, psychologique et familial. Les chiffres et les études révèlent que les bénéfices de cette réforme ne sont pas équitablement distribués.
2. **Imperfections dans les avancées juridiques :** Les progrès concernant le mariage des mineurs, la polygamie et le divorce sont inégaux, en grande partie à cause de la latitude laissée aux juges dans l'interprétation et l'application du Code. Cela a mené à des pratiques incohérentes et parfois injustes.
3. **Inégalités dans le régime successoral :** La structure actuelle de l'héritage continue d'engendrer une précarité importante pour de nombreuses femmes et leurs familles. Les problématiques liées à la filiation des enfants nés hors mariage ou à l'héritage en cas de confession non musulmane restent non résolues, créant des situations injustes et discriminatoires.
4. **Persistance de paradigmes désuets :** La Moudawana continue de s'appuyer sur deux concepts dépassés : La Qiwamah et le Ta'sib.
   a. La Qiwamah, selon laquelle l'homme est considéré comme le seul pourvoyeur de ressources et responsable de l'entretien de sa famille. Cette conception accorde à l'homme des droits supérieurs en matière de tutelle des enfants, bien qu'il n'en ait pas nécessairement la garde. La femme, quant à elle, se voit souvent reléguée à un rôle mineur dans les décisions concernant l'avenir des enfants, indépendamment de son niveau d'éducation ou de ses responsabilités professionnelles.
   b. Le modèle de la famille patriarcale étendue et hiérarchique, favorisant une préférence pour les parents mâles par les mâles, illustrée par le concept de « ta'sîb » qui confère un privilège agnatique.
   c. Ces constats ont été confirmés par les diverses interventions, en particulier celle de Rabéa Naciri, professeure, et échanges lors des assises, mettant en lumière les domaines où la réforme de la Moudawana doit encore progresser. La nécessité de réexaminer et de réviser ces aspects du Code est donc essentielle pour s'aligner sur les aspirations contemporaines de la société marocaine, tout en respectant ses valeurs et principes fondamentaux.

مؤتمر النسوية
ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵜⵎⵓⵔⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

PRINCIPES DIRECTEURS DES RECOMMANDATIONS DES ASSISES : l'égalité et la dignité sont au centre des propositions, pour une société plus juste, durable, et qui tienne compte de l'intérêt supérieur de l'enfant :

Les principes directeurs des recommandations émanant de la première édition des Assises du Féminisme mettent l'accent sur l'égalité et la dignité comme fondements d'une société plus juste et durable, tout en accordant une importance primordiale à l'intérêt supérieur de l'enfant. Ces recommandations visent à établir une équité non seulement de fait, mais aussi de droit entre les hommes et les femmes, afin de garantir l'égalité des conditions indépendamment du genre et de libérer la famille marocaine de ses dysfonctionnements.

Ces principes englobent le droit à la dignité, à l'intégrité, à l'autonomie, à la propriété foncière, ainsi qu'à l'ensemble des droits économiques et sociaux. Ils tiennent également compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, dont le destin est étroitement lié à celui de la mère.

Il est important de souligner que les questions des conditions des femmes ont des implications dans divers domaines, tels que le Code pénal ou les politiques publiques. C'est dans notre système éducatif que les valeurs de tolérance et d'ouverture sont inculquées ; c'est dans les écoles et les entreprises que les femmes luttent pour leur émancipation ; c'est souvent à travers les filets sociaux que les femmes sont prises en otage, les hommes étant toujours perçus comme les chefs de famille ; et c'est dans le domaine de la santé que l'on observe les violences faites aux femmes et les conséquences des avortements illicites.

Toutefois, dans un souci de pragmatisme, cette synthèse se concentre sur les actions applicables dans le cadre de la révision de la Moudawana. Cette réforme, tout comme celle de 2004, doit symboliser un changement de paradigme, en plaçant l'héritage au cœur des préoccupations. Les recommandations proposées visent à transformer le paysage juridique et social en alignant la Moudawana avec les réalités contemporaines et les aspirations des citoyens marocains, tout en préservant l'essence et les valeurs de la société marocaine.

PREMIÈRE ÉDITION DES ASSISES DU FÉMINISME • Rabat, le 16 décembre 2023

مؤتمر النسوية
ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵜⵎⵓⵔⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

SYNTHÈSES DES RECOMMANDATIONS : L'ACTUELLE RÉFORME DE LA MOUDAWANA, TOUT COMME CELLE DE 2004, DOIT INCARNER UN CHANGEMENT DE PARADIGME :

Héritage :

1. Recourir à la jurisprudence, notamment celle du Souss, pour accorder aux épouses une part plus équitable du patrimoine acquis durant le mariage. Cette approche vise à reconnaître et valoriser la contribution des femmes au sein du foyer et à garantir leurs droits économiques ;
2. Réviser l'article 280 du Code de la Famille pour éliminer les conditions restrictives sur le testament, permettant ainsi une distribution plus équitable de l'héritage entre les filles et les garçons. Cette mesure favoriserait une meilleure égalité en matière de succession, conformément aux principes d'équité ;
3. Modifier les règles du « ta'sîb » pour que les filles puissent se substituer aux frères du défunt dans l'héritage. Cette réforme est essentielle pour remédier à l'inégalité de genre dans le régime successoral et pour offrir une protection adéquate aux femmes et aux filles en matière d'héritage ;
4. Utiliser le test ADN pour la reconnaissance de la filiation, en promouvant ainsi les droits des enfants nés hors mariage. Cette mesure vise à protéger les droits fondamentaux des enfants et à garantir leur bien-être et leur sécurité juridique et sociale ;
5. Permettre les transferts de succession dans le cas des mariages mixtes, en tenant compte des spécificités culturelles et juridiques de ces unions. Cela vise à assurer l'égalité et la justice pour tous les membres de la famille, quelle que soit leur origine ou leur nationalité.

Divorce, garde et tutelle :

1. Assurer une égalité complète dans les procédures de divorce entre les femmes et les hommes. Cette mesure vise à s'assurer que les droits et les responsabilités soient uniformément partagés et que les deux parties soient traitées avec équité et justice tout au long du processus de divorce ;
2. Ériger l'intérêt supérieur de l'enfant dans toutes les décisions liées aux procédures de divorce. Cela inclut les décisions concernant la garde, l'éducation, le bien-être et le maintien des relations avec les deux parents ;
3. Établir l'équité dans l'attribution de la garde des enfants. Cette approche cherche à s'assurer que la garde est accordée de manière à favoriser le meilleur intérêt de l'enfant, en tenant compte de divers facteurs tels que la stabilité, l'environnement familial et les besoins émotionnels et physiques des enfants ;
4. Garantir l'accès à une pension alimentaire conforme aux revenus. Cela vise à s'assurer que les enfants reçoivent un soutien financier adéquat qui reflète la capacité financière de leurs parents, contribuant ainsi à leur bien-être et à leur éducation de manière juste et équilibrée.

Mariage des mineurs :

1. Abroger définitivement le mariage des mineurs. Cette mesure vise à protéger les droits des enfants, en particulier ceux des filles, et à assurer leur bien-être physique et mental. L'abolition de cette pratique est considérée comme essentielle pour lutter contre les abus, les violences et les exploitations qui découlent des mariages précoces.
2. Sanctionner lourdement tout contrevenant qui, facilite, encourage ou participe à un mariage impliquant un mineur. Cette recommandation vise à décourager activement cette pratique et à renforcer la protection juridique des mineurs.

مؤتمر النسوية
ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵜⵎⵓⵔⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

Polygamie :
Abroger la polygamie. Cette mesure vise à promouvoir l'égalité des genres et à protéger les droits des femmes dans le mariage. Elle est fondée sur le principe que le mariage doit être fondé sur l'égalité et le consentement mutuel, et que la polygamie entraîne des injustices et des discriminations à l'égard des femmes.

Prévention de la violence :

1. Renforcer les lois et les mécanismes pour protéger les femmes et les enfants contre toutes les formes de violence. L'objectif est de créer un environnement sûr où les droits des femmes et des enfants sont pleinement respectés et protégés ;
2. Traiter spécifiquement le cas des femmes et des enfants en situation de handicap dont la vulnérabilité s'est considérablement accrue. Les mesures préconisées devraient inclure des politiques et des services adaptés pour répondre à leurs besoins spécifiques, en garantissant leur sécurité et leur protection contre l'abus et l'exploitation ;
3. Adopter des mesures spécifiques pour la protection et le soutien des mères célibataires et de leurs enfants, qui sont confrontés à des violences systémiques et à des discriminations dans plusieurs domaines de la vie sociale et juridique.

Représentations familiales et sociales :

1. Réviser la notion de « chef de famille », en abandonnant le concept de Qiwamah, qui place traditionnellement l'homme en tant que seul fournisseur et décisionnaire au sein de la famille.
2. Adopter une approche moderne et équitable en répartissant de manière plus juste les richesses et responsabilités entre les conjoints.
3. Instaurer une autorité parentale partagée (tutelle), reconnaissant les responsabilités et droits égaux de la mère et du père dans la prise de décisions affectant les enfants. Cette réforme vise à éliminer les inégalités de genre dans l'éducation et la garde des enfants.
4. Promouvoir l'éducation et la sensibilisation sur les droits et responsabilités des individus dans le cadre familial et social, afin de changer les mentalités et promouvoir une compréhension plus nuancée des rôles de genre.
5. Encourager et promouvoir la participation active des femmes dans les structures de prise de décision à tous les niveaux (local, régional, national) concernant la gestion des affaires publiques et des terres collectives. Cette mesure vise à renforcer l'autonomisation économique et sociale des femmes et à assurer leur représentation équitable dans les processus décisionnels.

Partage des biens entre époux :

1. Élaborer et appliquer une réglementation rigoureuse qui encadre la gestion et la répartition des biens acquis pendant le mariage. Cette réglementation doit garantir la protection des droits économiques de chaque conjoint et prévenir les déséquilibres et les injustices lors de la séparation ou du divorce.
2. Réformer la pratique de la dot pour lui donner une valeur symbolique. Cette approche vise à déplacer l'accent de la transaction financière à la signification culturelle et personnelle, réduisant la commercialisation du mariage et la pression financière sur les familles.

Interprétation des textes :

1. Recourir à l'ijtihad, c'est-à-dire à l'effort d'interprétation et de raisonnement juridique, pour moderniser l'interprétation des textes coraniques. Cette démarche vise à assurer que les lois reflètent les valeurs de justice, d'égalité et de compassion inhérentes à la religion, tout en répondant aux besoins d'une société en évolution ;

2. Supprimer l'article 400 du Code de la Famille, qui permet des interprétations subjectives par les juges et entraîne des incohérences et des injustices dans son application. Cette suppression vise à harmoniser la pratique judiciaire et à garantir une application plus uniforme et équitable du Code.

Valorisation économique :

- Valoriser le travail domestique non rémunéré, souvent assumé par les femmes, comme une contribution essentielle au bien-être de la famille et à la société, notamment en l'intégrant dans le calcul de la contribution économique au ménage, surtout en cas de divorce, afin d'assurer une répartition plus équitable des ressources et des biens.

Les recommandations émises lors des Assises du Féminisme prennent en considération les dynamiques sociales, démographiques et sociologiques contemporaines du Maroc. Elles visent à répondre aux défis posés par l'évolution de la société marocaine tout en remettant en question les structures traditionnelles qui, bien que parfois évoquées pour justifier certaines discriminations, ne sont plus en phase avec les réalités actuelles :

- **La contribution des femmes aux revenus des ménages et la chute de la Qiwamah :** Les femmes contribuent significativement au travail domestique. 23 milliards d'heures (2012), dont 92 % sont effectués par les femmes (73 jours sur l'année pour les femmes, 7 jours pour les hommes (HCP, 2012). Leur contribution monétaire au PIB, élargi aux services domestiques (non comptabilisé par le SCN) : 39,7 % (1er scénario) et 49,3 % (2e scénario). Cette contribution substantielle n'est cependant pas reflétée dans les parts successorales à cause de la Qiwamah, un concept qui s'érode face à la réalité économique des femmes marocaines.

- **Le mythe de la division du travail traditionnel**, assignant les femmes à la sphère domestique et les hommes à la sphère publique ou professionnelle : La division traditionnelle du travail qui affectait les femmes principalement à la sphère domestique et les hommes à la sphère publique ou professionnelle est en train de changer de manière significative. Cette ancienne division reposait sur deux piliers fondamentaux : les sphères séparées et la hiérarchie des tâches. Cette répartition traditionnelle des rôles est remise en question par les réalités contemporaines. Malgré la persistance de l'obligation légale d'entretien de l'épouse par l'homme (art. 194 du Code de la Famille), la participation des femmes aux charges économiques du ménage est devenue une réalité courante, souvent exigée par la majorité des hommes et des femmes (HCP, 2006 ; ONU-Femme, Rabita Mohamadia, 2018). Les femmes contribuent à hauteur de 21 % à la richesse nationale dans les activités reconnues par le Système de Comptabilité Nationale (SCN). De plus, elles prennent en charge la quasi-totalité des activités productives non rémunérées, mais essentielles au fonctionnement de la société. Environ 80 % des travailleuses en milieu rural participent aux revenus familiaux, et les femmes constituent la majorité de la main-d'œuvre rurale (57 %). De plus, environ 50 % de l'emploi féminin en milieu rural est non rémunéré, soulignant l'importance cruciale de leur contribution à l'économie rurale et nationale. Ces changements indiquent une évolution significative dans la répartition des rôles de genre au Maroc, avec une reconnaissance croissante de la contribution vitale des femmes à l'économie et à la société, remettant en question les structures traditionnelles de genre.

- **Les progrès dans l'Éducation des femmes et des filles :** En 2022, la scolarisation des filles de 15 à 17 ans atteint 96,1 % en milieu urbain et 47,6 % en milieu rural. Le taux de féminisation dans l'enseignement supérieur est de 58,4 % en 2022, en hausse par rapport à 49,4 % en 2012. (HCP, 2022)

مـؤتمـر الـنسـويـة
ⵜⴻⵎⵓⵏⴻⵏ ⵏⵜⵡⵜⵎⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

- **L'augmentation du célibat au Maroc :** L'âge moyen auquel les femmes marocaines se marient pour la première fois a diminué, passant de 27,2 ans en 2004 à 25,5 ans en 2018. Le taux de célibat chez les femmes marocaines de 15 ans et plus a considérablement augmenté, passant de 28,1 % en 2020 à 40,7 % en 2022. Cette augmentation pourrait être attribuée à divers facteurs, y compris l'accès accru à l'éducation et aux opportunités professionnelles, ainsi qu'à un changement des attitudes envers le mariage et l'indépendance personnelle. En outre, la réduction de l'âge du mariage et la diminution des mariages consanguins ou endogames reflètent une évolution des pratiques matrimoniales et des choix personnels, qui pourraient être influencés par une prise de conscience accrue des risques associés à ces types de mariages, ainsi que par une ouverture croissante à des relations en dehors des cercles familiaux ou communautaires traditionnels. Par ailleurs, il y a eu une augmentation notable du célibat chez les femmes urbaines âgées de 50 ans, passant de 6,8 % en 2004 à 10,9 % en 2014. Cette tendance indique un changement dans le statut matrimonial des femmes plus âgées, qui pourrait être lié à des choix de vie individuels, au veuvage, ou à d'autres circonstances.

- **La prédominance de la famille nucléaire et la diminution de la fécondité :** La majorité des ménages marocains est maintenant composée de 4 personnes, et la fécondité a diminué à 2,07 enfants par femme en 2022 : (89,1 dans l'urbain) : 1/3 des ménages est susceptible d'avoir des enfants des deux sexes ; 1/3 tiers des enfants de sexe masculin uniquement ; 1/3 des enfants de sexe féminin uniquement.

- **Les femmes sont davantage cheffes de famille :** en 2022, 17 % des ménages au Maroc étaient dirigés par des femmes, contre 16,9 % en 2021, avec une proportion plus élevée en milieu urbain (19,4 %) qu'en milieu rural (11,4 %).

Malgré ces évolutions sociales structurantes, les femmes demeurent particulièrement vulnérables :

- **Vulnérabilité des femmes en temps de crise :** Les femmes sont souvent les premières à perdre leur emploi lors des catastrophes naturelles ou des crises telles que la pandémie de Covid-19, la sécheresse, les conflits. Selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP), la crise du Covid-19 a eu un impact disproportionné sur l'emploi des femmes au Maroc.

- **Inégalités salariales :** Les inégalités salariales persistent au Maroc. Les femmes, malgré un niveau d'éducation égal ou supérieur, reçoivent en moyenne des salaires inférieurs à ceux de leurs homologues masculins, souvent d'environ 30 % de moins. S'ajoute à cela, les femmes font face à des discriminations qui entravent l'évolution de leur carrière, telle que le plafond de verre.

- **Violences conjugales :** 53 % des femmes marocaines sont victimes de violences, principalement conjugales (HCP, 2019). Les statistiques qui figurent dans les rapports de la société civile ou encore le rapport national sur la prévalence des violences basées sur le genre (HCP, 2019) soulignent la nécessité de renforcer les lois et les mesures de protection pour les femmes.

- **Pauvreté affectant plus les femmes :** Les femmes, notamment les veuves âgées, sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté. Selon le HCP, 60,3 % des femmes âgées de 70 à 74 ans et 81,6 % des femmes de plus de 75 ans vivent dans la pauvreté, vieillissent souvent seules, avec une proportion élevée n'ayant jamais exercé de métier rémunéré.

- **Possession foncière et titres :** La propriété foncière reste largement dominée par les hommes, avec plus de 80 % des titres fonciers leur appartenant. Seuls 6 % des femmes urbaines et 1 % des femmes rurales ont accès à la propriété de la terre.

مـؤتمـر الـنسـويـة
ⵜⴻⵎⵓⴰⵍ ⵏⵜⵓⵎⴰⵙⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

- **Contribution économique des femmes :** Bien que les femmes représentent près de 50 % des diplômés, leur contribution au PIB est estimée à seulement 20 %. Cette disparité reflète les obstacles auxquels les femmes sont confrontées dans le monde du travail.

- **Droits des femmes en cas de divorce :** En cas de divorce, les femmes ne sont généralement pas reconnues pour leur contribution au patrimoine familial acquis durant le mariage, en raison du régime de séparation des biens.

Ces chiffres et constats révèlent des inégalités profondément enracinées dans la société marocaine, nécessitant des interventions politiques et législatives ciblées pour améliorer la situation des femmes dans tous les aspects de la vie. Ces chiffres alarmants nuisent à la cohésion sociale et sont d'ailleurs sous-estimés du fait de la rareté des études qui leur sont consacrées (la dernière étude du HCP dédiée à la famille date de 1995).

LES RECOMMANDATIONS DES ASSISES DU FÉMINISME N'ENTRENT NULLEMENT EN CONTRADICTION AVEC LA COUTUME RELIGIEUSE :

Les prescriptions du Code de la Famille, eu égard notamment aux inégalités successorales, sont souvent justifiées par le dogme religieux. Cependant, ces justifications ne résistent pas à un examen honnête de leurs fondements, et ce pour trois raisons majeures :

D'abord, il est indispensable de préciser que procéder à une interprétation du Coran n'équivaut ni à la remise en cause de sa sacralité ni à une brèche ouverte vers la sécularisation de la société marocaine. L'Ijtihad, ou effort d'interprétation, est une pratique courante de la civilisation arabe et musulmane qui fut cependant reléguée au second plan, à partir du Xième siècle, pour des raisons politiques ayant eu pour conséquence la montée d'un courant littéraliste proscrivant tout rapport personnel, donc humain, au texte.

Une fois rétablie la possibilité d'interpréter le Coran , il convient aussi de procéder à sa contextualisation. Comme l'indique le professeur Ali El Yousfi Alaoui, celui-ci est constitué en deux parties. Les premiers chapitres datent de l'époque mecquoise et sont de nature spirituelle. On dénombre environ 6236 versets, dont seulement 150-500 relèvent de considérations législatives, traitant de sujet comme la famille ou l'héritage. Il faut par ailleurs renoncer à l'amalgame (volontaire ou involontaire) entre le texte coranique et le discours qui l'entoure. Car le décès du prophète Muhammad et l'élargissement de l'Islam entraînèrent une confrontation à d'autres civilisations, non arabophones, à qui il était nécessaire d'expliquer le Coran en fonction de contextes spécifiques.

Par ailleurs, le brandissement des préceptes religieux pour justifier les inégalités successorales ou les discriminations qui perdurent relève bien plus d'une instrumentalisation que du suivi scrupuleux des prescriptions coraniques. Celles-ci sont utilisées à géométrie variable, comme en témoigne l'absence d'attention dédiée au châtiment corporel ou encore à la lapidation. On remarque également l'existence de pratiques visant à déshériter les femmes (waqf, terres collectives, guich, terres melk), en opposition avec le dogme religieux qui reconnaît à ces dernières une part d'héritage. Celui-ci est pourtant écarté, car il ne coïncide pas avec les intérêts patriarcaux ou tribaux.

Conformément aux Hautes Orientations Royales, les Assises du Féminisme préconisent donc de revenir à une interprétation du texte qui soit garante de notre vivre-ensemble et soit mise au service de l'intérêt général (Maslaha)

Exemple : le cas des femmes Soulaliyates :

L'exemple des femmes Soulaliyates, abordé lors des Assises du Féminisme, est un cas illustratif de la manière dont la lutte pour les droits des femmes peut impacter positivement l'ensemble de la société.

En effet, les femmes Soulaliyates, traditionnellement exclues du droit à la propriété foncière sur les terres collectives, ont longtemps fait face à la pauvreté et à la marginalisation. Cette situation résultait d'une discrimination ancrée dans les coutumes et les pratiques locales.

Après un parcours militant prolongé et une prise de conscience accrue de cette inégalité, le ministère de l'Intérieur a émis une circulaire reconnaissant le droit de ces femmes à la propriété foncière. Ce succès est le fruit d'un mouvement collectif, illustrant l'efficacité du militantisme pour obtenir des changements significatifs. L'amélioration de la situation économique des femmes Soulaliyates montre que les droits féministes ne sont pas subversifs ni préjudiciables à la gent masculine. Au contraire, accorder des droits égaux aux femmes peut avoir des répercussions positives sur l'ensemble de la communauté, en favorisant le développement économique et social.

L'exemple des femmes Soulaliyates démontre également comment le militantisme peut se transformer en un mouvement collectif d'émancipation, libérant le potentiel entrepreneurial des femmes. Cette évolution souligne l'importance d'adopter une approche volontariste pour tirer parti de la volonté d'agir et de mobiliser des populations importantes.

Le cas des femmes Soulaliyates est un modèle éloquent de la manière dont la lutte pour l'égalité des droits peut conduire à des bénéfices étendus, tant pour les individus directement concernés que pour la société dans son ensemble. Cela met en exergue la nécessité d'une action collective et d'une prise de conscience sociale pour promouvoir l'égalité et l'émancipation.

À côté des principales revendications relatives au Code de la Famille, les Assises ont mis au jour des revendications qui irriguent d'autres champs :

Les Assises du Féminisme ont mis en lumière des revendications clés qui s'étendent au-delà du Code de la Famille et touchent divers aspects de la société marocaine. Notamment celles relatives au Code pénal et ses articles liberticides. Ces discussions prouvent l'importance d'organiser chaque année, une édition des Assises du Féminisme, autour des questions d'égalité.

مؤتمر النسوية
ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵜⵎⵓⵔⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

Ces discussions illustrent la volonté des organisateurs et des participants des Assises de s'attaquer à des questions sociétales plus larges, reflétant une vision progressiste et inclusive de la société marocaine. Elles témoignent d'un engagement en faveur de la modernisation de la législation marocaine en accord avec les principes des droits humains et de la justice sociale.

وعلاوة على ذلك، فإن التلويح بالمبادئ الدينية لتبرير أوجه عدم المساواة في الميراث أو التمييز الذي لا يزال قائما هو مجرد استغلال وفق منظور القرآن الكريم، وتستخدم هذه الأمور في الهندسة المتغيرة، كما يتضح من عدم الاهتمام بالعقاب البدني أو الرجم. كما نلاحظ وجود ممارسات تهدف إلى حرمان المرأة من الميراث (الوقف، الأراضي الجماعية، الأراضي الكيشية..)، خلافًا للعقيدة الدينية التي تعترف للأخيرة بنصيب من الميراث. ومع ذلك، لا يزال مستبعدا لأنه لا يتطابق مع المصالح الأبوية أو القبلية.

ووفقا للمبادئ التوجيهية الملكية السامية، يوصي مؤتمر النسوية بالعودة إلى تفسير للنص الدينية يضمن عيشنا المشترك ويكون في المصلحة العامة.

مثال: حالة النساء السلاليات

خلال مؤتمر النسوية تم إعطاء المثال بالمرأة السلالية، وهي حالة توضيحية لكيفية التأثير الإيجابي للكفاح من أجل حقوق المرأة على المجتمع ككل.

والواقع أن النساء السلاليات المستبعدات تقليديا من الحق في ملكية الأراضي الجماعية، يواجهن الفقر والتهميش منذ أمد طويل، وكان ذلك نتيجة للتمييز المتجذر في العادات والممارسات المحلية.

وبعد مسار طويل من النضال وزيادة الوعي بهذا التفاوت، أصدرت وزارة الداخلية تعميما يعترف بحق هؤلاء النساء في الحصول على ملكية الأراضي. هذا الانتصار هو نتيجة لحركة جماعية، توضح فعالية النشاط في تحقيق تغيير ذي مغزى.

ويبين التحسن الذي طرأ على الحالة الاقتصادية للمرأة السلالية، أن حقوق المرأة ليست تخريبية أو ضارة بالرجل، بل على العكس من ذلك، يمكن أن تساهم في منح المرأة حقوقا متساوية ذات أثر إيجابي على المجتمع بأسره، مما يعزز التنمية الاقتصادية والاجتماعية.

كما يوضح مثال نساء السلاليات كيف يمكن تحويل النشاط إلى حركة تحرير جماعي، مما يطلق العنان لإمكانات تنظيم المشاريع للمرأة. ويؤكد هذا التطور أهمية اعتماد نهج استباقي للاستفادة من إرادة العمل وتعبئة السكان المهمين.

وتشكل حالة النساء السلاليات مثالا بليغا على الكيفية التي يمكن بها للنضال من أجل المساواة في الحقوق أن يؤدي إلى نتيجة جيدة، سواء بالنسبة للأفراد المعنيين مباشرة أو بالنسبة للمجتمع ككل. وهذا يبرز الحاجة إلى العمل الجماعي والوعي الاجتماعي لتعزيز المساواة والتحرر.

بالإضافة إلى المطالبات الرئيسية المتعلقة بقانون الأسرة، كشف مؤتمر النسوية عن نقاط تخص مجالات أخرى:

سلط مؤتمر النسوية على المطالب الرئيسية التي تتجاوز مدونة الأسرة وتؤثر على مختلف جوانب المجتمع المغربي. ولا سيما ما يتعلق بقانون العقوبات. وتثبت هذه النقاشات أهمية تنظيم طبعة سنوية من مؤتمر النسوية حول قضايا المساواة.

وتوضح هذه المناقشات أيضا استعداد مؤتمر النسوية والمشاركين فيه لمعالجة القضايا المجتمعية الكبرى، مما يعكس رؤية تقدمية وشاملة للمجتمع المغربي، مما يدل على الالتزام بتحديث التشريعات المغربية وفقا لمبادئ حقوق الإنسان والعدالة الاجتماعية.

- **الفقر يؤثر أكثر على المرأة:** من المرجح أن تعيش النساء، ولا سيما الأرامل المسنات في فقر. وكشفت المندوبية السامية للتخطيط أن 60.3 في المائة من النساء اللاتي تتراوح أعمارهن بين 70 و74 عاماً و81.6 في المائة من النساء فوق 75 عاماً يعشن في فقر، وغالباً ما يكبرن بمفردهن، مع وجود نسبة عالية منهن لم يعملن قط في مهنة مدفوعة الأجر.

- **ملكية الأراضي وسندات الملكية:** لا يزال الرجال يهيمنون إلى حد كبير على ملكية الأراضي، حيث يملكون أكثر من 80٪ من سندات ملكية الأراضي، فيما لا تحصل على ملكية الأراضي سوى 6 في المائة من النساء في المناطق الحضرية و 1 في المائة من النساء القرويات.

- **المساهمة الاقتصادية للمرأة:** على الرغم من أن المرأة تمثل حوالي 50 في المائة من الخريجين، فإن مساهمتها في الناتج المحلي الإجمالي تقدر بنسبة 20 في المائة فقط. ويعكس هذا التفاوت الحواجز التي تواجهها المرأة في عالم العمل.

- **حقوق المرأة في حالة الطلاق:** في حالة الطلاق، لا يُعترف بصفة عامة بمساهمتها في إرث الأسرة المكتسب أثناء الزواج، بسبب نظام الفصل بين الممتلكات.

تكشف هذه الأرقام والنتائج التي تم ذكرها عن فجوات عميقة في المجتمع المغربي وتشير إلى أوجه عدم المساواة التي يجب التصدي لها، حيث يتطلب تجاوزها تدخلات سياسية وتشريعية من أجل تحسين وضع المرأة في جميع جوانب الحياة. وتضر هذه الأرقام المقلقة بالتماسك الاجتماعي، كما لا تحظى بالتقدير الكافي بسبب ندرة الدراسات المكرسة لها (آخر دراسة أجرتها المندوبية السامية للتخطيط والمخصصة للأسرة تعود لسنة 1995).

توصيات مؤتمر النسوية لا تتعارض بأي حال من الأحوال مع العرف الديني :

تعتمد أغلبية أحكام قانون الأسرة خاصة فيما يتعلق بعدم المساواة في الميراث على مبررات دينية. ومع ذلك، يظهر أن هذه المبررات لا تستند على أسس قائمة، وذلك لثلاثة أسباب رئيسية:

أولاً، من الضروري التوضيح أن تفسير القرآن لا يعني التشكيك في قدسيته وليس خرقًا صريحًا لمفهوم علمنة المجتمع المغربي. الاجتهاد، أو جهد التفسير، يعد تقليدا شائعا في الحضارة العربية والإسلامية والتي تم استبعادها ابتداء من القرن التاسع عشر لأسباب سياسية، مما أدى إلى ظهور تيار يحظر أي تفسير شخصي/إنساني للنصوص.

بمجرد استعادة إمكانية تفسير القرآن، من الضروري أيضًا وضعه في سياقه. وكما أشار الأستاذ علي اليوسفي العلوي، يتكون هذا الأمر من جزأين. تعود الفصول الأولى إلى العصر المكي وهي روحية بطبيعتها. هناك حوالي 6236 آية، منها 150–500 فقط تشريعية، تتناول مواضيع مثل الأسرة أو الميراث. كما يجب أن نتخلى عن المزيج (الطوعي أو اللاإرادي) بين النص القرآني والخطاب المحيط به. فقد أدى موت النبي محمد عليه الصلاة والسلام وتوسع الإسلام إلى مواجهة مع الحضارات الأخرى، وليس اللغة العربية، التي كان من الضروري تفسير القرآن لها حسب سياقات محددة.

- **التقدم المحرز في تعليم النساء والفتيات:** سنة 2022، بلغ تعليم الفتيات اللاتي تتراوح أعمارهن بين 15 و 17 سنة نسبته 96.1 في المائة في المناطق الحضرية و 47.6 في المائة في المناطق القروية، كما بلغ معدل التأنيث في التعليم العالي 58.4 في المائة سنة 2022، مسجلا ارتفاعًا مع سنة 2012 والذي بلغ 49.4 في المائة (المندوبية السامية للتخطيط 2022).

- **ارتفاع نسبة العزوبة في المغرب:** انخفض متوسط العمر الذي تتزوج فيه المغربيات لأول مرة من 27.2 عامًا سنة 2004 إلى 25.5 عامًا خلال سنة 2018، فيما ارتفع معدل العزوبة بين النساء المغربيات في سن 15 وما فوق بشكل ملحوظ، وانتقل من 28.1 في المائة سنة 2020 إلى 40.7 في المائة سنة 2022. وتعزى هذا الارتفاع إلى عدة عوامل منها زيادة فرص الحصول على التعليم والاستفادة من الفرص المهنية، فضلا عن تغيير المواقف تجاه الزواج والاستقلالية الشخصية. وبالإضافة إلى ذلك، فإن انخفاض سن الزواج وانخفاض زواج الأقارب أو الزواج الداخلي يعكسان تطورا في الممارسات الزوجية والخيارات الشخصية، يمكن أن يتأثر بزيادة الوعي بالمخاطر المرتبطة بهذه الأنواع من الزيجات، فضلا عن زيادة الانفتاح على العلاقات خارج الدوائر الأسرية أو المجتمعية التقليدية. كما حدثت زيادة كبيرة في العزوبة بين النساء الحضريات في الفئة العمرية التي تبلغ 50 سنة من 6,8 في المائة سنة 2004 إلى 10,9 في المائة سنة 2014. ويشير هذا الاتجاه إلى حدوث تغير في حالة زواج المسنات، والذي يمكن أن يكون مرتبطا بخيارات الحياة الفردية، أو الترمل، أو ظروف أخرى.

- **هيمنة الأسرة الأولية وانخفاض الخصوبة :** تتكون أغلبية الأسر المغربية اليوم من 4 أشخاص، وانخفضت الخصوبة إلى 2.07 طفل لكل امرأة سنة 2022 (89.1 في المناطق الحضرية) 3/1 من الأسر من

المرجح أن يكون لديها أطفال من كلا الجنسين؛ 3/1 ثلث الأطفال الذكور فقط؛ 3/1 من الأطفال الإناث فقط.

- **تزايد أعداد النساء ربات الأسر:** خلال سنة 2022، كانت 17 في المائة من الأسر في المغرب ترأسها نساء، مقابل 16.9 في المائة في عام 2021، ونسبة أعلى في المناطق الحضرية (19.4 في المائة) منها في المناطق القروية (11.4 في المائة).

وعلى الرغم من هذه التغيرات الاجتماعية الهيكلية، لا تزال المرأة معرضة للهشاشة بشكل خاص:

- **ضعف المرأة في أوقات الأزمات :** تكون المرأة في العديد من الأحيان أول من يفقد وظيفته أثناء الكوارث الطبيعية أو الأزمات مثل جائحة كوفيد 19 والجفاف والصراعات، حيث أكدت المندوبية السامية للتخطيط أن كورونا أثرت كثيرا على تشغيل النساء في المغرب.

- **التفاوتات في الأجور:** لا تزال التفاوتات في الأجور قائمة في المغرب على الرغم من أن النساء يتمتعن بمستوى تعليم متساو أو أعلى، لكنهم يحصلن في المتوسط على أجور أقل من أجور نظرائهن من الرجال، وغالبا ما تقل بنسبة 30 في المائة. وبالإضافة إلى ذلك، تواجه المرأة تمييزا يعوق تطورها الوظيفي.

- **العنف المنزلي:** تظهر الإحصائيات أن 53 في المائة من النساء المغربيات كن ضحايا للعنف الزوجي وفق ما كشفت عنه نتائج المندوبية السامية للتخطيط سنة 2019، حيث تسلط الإحصاءات الصادرة عن تقارير المجتمع المدني والتقرير الوطني حول انتشار العنف القائم على النوع الاجتماعي الضوء على الحاجة إلى تعزيز القوانين وتدابير حماية إضافية للمرأة.

تفسير النصوص:

1. الاعتماد على الاجتهاد، بمعنى استخدام الجهد والمنطق القانوني لتفسير النصوص القرآنية، وذلك بهدف تحديث التفسيرات لضمان أن تعكس القوانين قيم العدل والمساواة والرحمة المتجذرة في الدين، مع تلبية احتياجات المجتمع المتغير،

2. إلغاء المادة 400 من قانون الأسرة الذي يمنح للقضاة صلاحيات تقديم تفسيرات ذاتية وتؤدي إلى أوجه عدم الاتساق والظلم في تطبيقها، حيث يهدف هذا الأمر إلى تحسين الممارسة القضائية وضمان تطبيق المدونة على نحو أكثر اتساقا وإنصا.

التقييم الاقتصادي:

- تقدير قيمة العمل المنزلي غير مدفوع الأجر الذي تقوم به المرأة في كثير من الأحيان كمساهمة أساسية في رفاهية الأسرة والمجتمع، حيث يجب دمج هذا المجهود في المساهمة الاقتصادية للأسرة المعيشية، خاصة في حالة الطلاق من أجل ضمان توزيع أكثر عدلا للموارد والأصول.

وتراعي التوصيات المقدمة في مؤتمر النسوية الديناميات الاجتماعية والديمغرافية والاجتماعية في المغرب، وتهدف إلى التصدي للتحديات التي يطرحها تطور المجتمع المغربي، مع مواجهة التحديات المتعلقة بالهياكل التقليدية التي وإن كان يُستشهد بها أحيانا لتبرير بعض أشكال التمييز، لم تعد تتماشى مع الوقت الراهن.

- **مساهمة المرأة في دخل الأسرة المعيشية وتحول مفهوم القوامة:** تقدم المرأة مساهمة كبيرة في العمل المنزلي، حيث كشفت إحصائيات المندوبية السامية للتخطيط الخاصة بسنة 2012 أن المرأة تؤدي 92 في المائة من 23 مليار ساعة عمل، بمعدل 73 يوم في السنة للنساء، و7 أيام

للرجال. كما تمتد مساهمة النساء في الناتج المحلي الإجمالي لتشمل الخدمات المحلية (التي لم يحسبها نظام الحسابات القومية): 39,7 في المائة (السيناريو الأول) و49,3 في المائة (السيناريو الثاني). ومع ذلك، فإن هذه المساهمة الكبيرة لا تنعكس في حصص الميراث بسبب القوامة، وهو مفهوم يتآكل في مواجهة الواقع الاقتصادي للمرأة المغربية.

- **أسطورة التقسيم التقليدي للعمل، ووضع المرأة في خانة المنزل والرجل في المجال العمومي أو المهني:** بدأ التقييم التقليدي للأدوار الذي يضع المرأة في خانة العمل المنزلي والرجل في المجال العمومي أو المهني في التغير بشكل ملحوظ، ذلك أن التقييم السابق كان يرتكز على نقطتين تتمثلان في فصل المجالات والتسلسل الهرمي للمهام، ومع ذلك يُشكك هذا التقسيم التقليدي في الأدوار في ظل التطورات الراهنة. وعلى الرغم من استمرار التزام الرجل بإعالة الزوجة (المادة 194 من قانون الأسرة)، أصبحت مشاركة المرأة في النفقات الاقتصادية للأسرة المعيشية واقعا مشتركا، غالبا ما تقتضيه أغلبية الرجال والنساء (المندوبية السامية للتخطيط -2006 هيئة الأمم المتحدة للمرأة- رابطة المحمدية للعلماء 2018). تساهم المرأة بنسبة 21 في المائة في الثروة الوطنية في الأنشطة المعترف بها في نظام الحسابات القومية. وبالإضافة إلى ذلك، فإنها تتولى تقريبا جميع الأنشطة الإنتاجية غير المدفوعة الأجر، ولكنها أساسية لعمل المجتمع، حيث أن 80 في المائة من السيدات القرويات يساهمن في دخل الأسرة، وتشكل النساء أغلبية القوى العاملة في المناطق القروية (57 في المائة). وبالإضافة إلى ذلك، فإن حوالي 50 في المائة من النساء العاملات في المناطق القروية يقمن بعمل غير مدفوع الأجر، مما يسلط الضوء على الأهمية الحاسمة لمساهمتها في الاقتصاد الريفي والوطني. وتشير هذه التغييرات إلى حدوث تحول كبير في توزيع أدوار الجنسين في المغرب، مع تزايد الاعتراف بالمساهمة الحيوية للمرأة في الاقتصاد والمجتمع، مما يشكل تحديا للهياكل الجنسانية التقليدية.

التعدد:

إلغاء تعدد الزوجات بهدف تعزيز المساواة بين الجنسين وحماية حقوق المرأة في الزواج، وهو إجراء يقوم على مبدأ أن الزواج يجب أن يكون على أساس المساواة والتراضي، وأن تعدد الزوجات يمكن أن يؤدي إلى الظلم والتمييز ضد المرأة.

مكافحة العنف:

1. تعزيز القوانين والآليات لحماية النساء والأطفال من جميع أشكال العنف، الهدف من ذلك هو تهيئة بيئة آمنة تحظى فيها حقوق المرأة والطفل بالاحترام والحماية الكاملين،

2. التعامل بشكل خاص مع النساء والأطفال في وضعية إعاقة الذين ازداد ضعفهم بدرجة كبيرة. وينبغي أن تشمل التدابير الموصى بها سياسات وخدمات مصممة وفقا لاحتياجاتهم الخاصة، بما يكفل سلامتهم وحمايتهم من الإيذاء والاستغلال،

3. اعتماد تدابير محددة لحماية ودعم الأمهات الوحيدات وأطفالهن الذين يواجهون العنف والتمييز المنهجيين في عدة مجالات من الحياة الاجتماعية والقانونية.

التمثيل الأسري والاجتماعي:

1. مراجعة مفهوم "رب الأسرة" والتخلي عن مفهوم القوامة الذي يضع بشكل تقليدي الرجل كمورد وصانع قرار وحيد داخل الأسرة.

2. اعتماد نهج حديث ومنصف بتوزيع الثروة والمسؤوليات بين الأزواج على نحو أكثر إنصافا.

3. إحداث سلطة أبوية مشتركة (الوصاية)، مع الاعتراف بالمسؤوليات والحقوق المتساوية للأم والأب في اتخاذ القرارات التي تؤثر على الأطفال، حيث يهدف هذا الإصلاح القضاء على أوجه عدم المساواة بين الجنسين في التعليم ورعاية الأطفال.

4. تعزيز التعليم والتوعية بحقوق الأفراد ومسؤولياتهم في سياق الأسرة والسياق الاجتماعي من أجل تغيير المواقف وتعزيز فهم أكثر دقة لأدوار الجنسين.

5. تشجيع وتعزيز المشاركة النشطة للمرأة في مراكز صنع القرار على جميع المستويات (المحلية والإقليمية والوطنية) فيما يتعلق بإدارة الشؤون العامة والأراضي الجماعية. ويهدف هذا الإجراء إلى تعزيز التمكين الاقتصادي والاجتماعي للمرأة وضمان تمثيلها على قدم المساواة في عمليات صنع القرار.

تقسيم الممتلكات بين الزوجين:

1. تطوير وتطبيق أنظمة صارمة من أجل تنظيم إدارة وتوزيع الأصول المكتسبة أثناء الزواج، ويجب أن تضمن هذه اللائحة حماية الحقوق الاقتصادية لكل من الزوجين ومنع الاختلالات والظلم أثناء الانفصال أو الطلاق.

2. إصلاح المهر لإعطائه قيمة رمزية، حيث يهدف هذا النهج إلى تحويل التركيز من المعاملات المالية إلى الأهمية الثقافية والشخصية، والحد من تسويق الزواج والضغط المالي على الأسر.

مؤتمر النسوية
ⵜⵉⵔⵙⴰⵏ ⵏⵜⵙⵓⵜⵎⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

ملخص التوصيات : يجب أن يشكل الإصلاح الحالي لمدونة الأسرة نقلة نوعية مثل ما حدث سنة 2004

الإرث:

1. الاستفادة من الاجتهاد القضائي، خاصة بمنطقة سوس، من أجل تحديد حصة أكثر إنصافًا للزوجات من الثروة المكتسبة أثناء الزواج، حيث يهدف هذا النهج إلى الاعتراف بمساهمة المرأة في المنزل وتقديرها وضمان حقوقها الاقتصادية،
2. إعادة النظر في المادة 280 من قانون الأسرة لإزالة الشروط التقييدية المفروضة على الوصية، مما يسمح بتوزيع أكثر إنصافا للميراث بين الذكور والإناث، لأن من شأن ذلك أن يعزز زيادة المساواة في الميراث وفقا لمبادئ العدالة،
3. تعديل قواعد "التعصيب" لتمكين الإناث من أن يحلوا محل إخوة المتوفى في الميراث، حيث يُعد هذا الإصلاح ضروريا لمعالجة عدم المساواة بين الجنسين في نظام الميراث وتوفير حماية كافية للنساء والفتيات في الميراث،
4. استخدام اختبار الحمض النووي للاعتراف بالنسب بهدف تعزيز حقوق الأطفال المولودين خارج إطار الزواج، حيث يهدف هذا التدبير إلى حماية الحقوق الأساسية للأطفال، وضمان رفاههم وحقوقهم قانونيا واجتماعيا،
5. السماح بنقل الإرث في حالة الزواج المختلط، مع مراعاة الخصائص الثقافية والقانونية لهذه الزيجات، حيث يهدف هذا الإجراء إلى ضمان المساواة والعدالة لجميع أفراد الأسرة، بغض النظر عن أصلهم أو جنسيتهم.

الطلاق والحضانة والوصاية:

1. ضمان المساواة الكاملة في إجراءات الطلاق بين المرأة والرجل، وذلك لضمان تقاسم الحقوق والمسؤوليات باستمرار، ومعاملة الطرفين بإنصاف وعدل طوال عملية الطلاق؛
2. تعزيز المصلحة الفضلى للأطفال في جميع القرارات المتعلقة بإجراءات الطلاق، ويشمل ذلك القرارات المتعلقة بالحضانة والتعليم والرفاهية والحفاظ على العلاقات مع كلا الوالدين؛
3. تحقيق الإنصاف في توزيع حضانة الأطفال، حيث يسعى هذا النهج إلى ضمان توفير الحضانة بطريقة تعزز مصلحة الطفل، مع مراعاة عوامل مثل الاستقرار والبيئة الأسرية واحتياجات الأطفال العاطفية والبدنية؛
4. ضمان الحصول على دعم الدخل بهدف ضمان حصول الأطفال على الدعم المالي الكافي الذي يعكس القدرة المالية لوالديهم، مما يسهم في رفاههم وتعليمهم بطريقة عادلة ومتوازنة.

زواج القاصرات:

1. إلغاء زواج القاصرين بشكل نهائي بهدف حماية حقوق الأطفال، خاصة الفتيات، وضمان سلامتهم البدنية والعقلية. يعتبر هذا الإجراء أمرا أساسيا لمكافحة الإساءات والعنف والاستغلال الذي ينتج عن الزواج المبكر.
2. فرض عقوبات صارمة على أي مجرم يسهل أو يشجع أو يشارك في زواج قاصر بهدف صد هذه الممارسة وتعزيز الحماية القانونية للقاصرين.

مـؤتمـر الـنسـويـة
ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵜⵎⵓⵔⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

المبادئ التوجيهية لتوصيات مؤتمر النسوية : تشكل المساواة والكرامة محور المقترحات التي تهدف إلى إقامة مجتمع أكثر عدلا واستدامة، مع التركيز على المصلحة الفضلى للطفل:

تعزز المبادئ التوجيهية للتوصيات المطروحة خلال النسخة الأولى من مؤتمر النسوية أهمية المساواة والكرامة كأساس جوهري لبناء مجتمع يتسم بالعدالة والاستدامة، مع إيلاء أهمية كبرى لمصالح الطفل. وتهدف هذه التوصيات إلى تحقيق المساواة بين الجنسين على أرض الواقع وفي القانون أيضا بهدف ضمان تكافؤ الفرص بين الجميع، وتحرير الأسرة المغربية من بعض العيوب التي تعترض طريق تحقيق الأهداف المطلوبة.

وتشمل هذه المبادئ حقوقا أساسية مثل حق الفرد في الكرامة والسلامة والاستقلال الذاتي، وحقوق ملكية الأراضي وجميع الحقوق الاقتصادية والاجتماعية. كما تؤكد هذه المبادئ على ضرورة مراعاة المصالح الفضلى للطفل، حيث يرتبط مصيره ارتباطا وثيقا بمصير الأم.

ومن المهم أن نشدد على أن وضع المرأة له تأثير مباشر على مختلف الميادين، مثل قانون العقوبات أو السياسات العمومية. كما نعلم، يتم تعزيز قيم التسامح والانفتاح في نظامنا التعليمي، وتكافح النساء في المدارس والشركات من أجل تحقيق التحرر المطلوب، وكثيرا ما يتم استخدام المرأة كرهينة في سياق شبكات الأمان الاجتماعي، بينما يُنظر إلى الرجل على أنه رب أسرة، كما يظهر العنف الممارس ضد المرأة في مجال الصحة من خلال عواقب الإجهاض غير المشروع.

ومع ذلك، يركز هذا الملخص على الإجراءات المطبقة في سياق إصلاح المدونة، حيث يجب أن يُشكل نقطة تحول نوعية مثل ما حدث سنة 2004، مع وضع الإرث في قلب الاهتمام. وتهدف التوصيات المقترحة إلى تغيير شامل في المشهد القانوني والاجتماعي من خلال تكامل المدونة مع حقائق وتطلعات المواطنين المغاربة في العصر الحالي، مع الحفاظ على جوهر وقيم المجتمع المغربي.

فضلا عن الاجتهادات القضائية والأعراف. تعتبر هذه التوصيات نتاج تفكير عميق بين نساء ورجال ملتزمين بتاريخ طويل ومتجذر في النضال، مما يعكس نهجًا يستند إلى السياق المحدد للمغرب ومنفتح على وجهات النظر العالمية في الآن ذاته.

وخلص مؤتمر النسوية المنظم من لدن جمعية تعزيز ثقافة المساواة بنتائج مهمة تتمثل فيما يلي:

1. **آثار إصلاح المدونة سنة 2004:** على الرغم من أن إصلاح مدونة الأسرة كان لها آثار إيجابية، إلا أنها لم تطبق بشكل موحد في جميع أنحاء المملكة، وهناك العديد من النساء يعانين من ضعف اقتصادي وسياسي واجتماعي ونفسي وأسري. وتوضح الأرقام والدراسات أن فوائد هذا الإصلاح ليست موزعة بشكل عادل.

2. **أوجه القصور في التقدم القانوني:** التقدم المحرز في قضايا زواج القاصرات وتعدد الزوجات والطلاق غير متساو، ويعزى ذلك إلى حد كبير إلى السلطة التقديرية للقضاة في تفسير وتطبيق المدونة، مما أدى إلى ممارسات غير متسقة وغير عادلة في بعض الأحيان.

3. **عدم المساواة في نظام الميراث:** يواصل هيكل الميراث الحالي في خلق حالة كبيرة من عدم الأمن لكثير من النساء وأسرهن. ولا تزال المشاكل المتعلقة ببنوة الأطفال المولودين خارج إطار الزواج أو الميراث في حالة الاعتراف بغير المسلمين دون حل، مما يخلق وضعا غير عادل وتميزي.

4. **اعتماد النماذج القديمة:** لا تزال المدونة تعتمد على مفهومين قديمين: القوامة والتعصيب.

أ. تقوم القوامة على تصور يعتبر فيه الرجل المزود الوحيد للموارد والمسؤول الرئيسي عن إعالة أسرته. ويمنح هذا المفهوم الرجل حقوقا عليا في وصاية الأطفال، رغم أنه لا يتمتع بالضرورة بحق حضانتهم. ومن جهة أخرى، يتم في كثير من الأحيان تخصيص دور ثانوي للمرأة فيما يخص القرارات المستقبلية المتعلقة بالطفل، بغض النظر عن مستوى تعليمها أو مسؤولياتها المهنية.

ب. يتسم نموذج الأسرة الأبوية بالتسلسل الهرمي ويمنح تفضيلا للذكور، ويتضح ذلك من خلال مفهوم "التعصيب".

ج. تم تأكيد هذه النتائج من خلال مختلف المداخلات، على وجه التحديد مداخلات الأستاذة ربيعة الناصري، وتبادل الآراء خلال الاجتماعات، مع تسليط الضوء على المجالات التي تحتاج المزيد من تقدم في إصلاح المدونة. ولذلك تظهر أهمية إجراء مراجعة وتنقيح هذه الجوانب من مدونة الأسرة حتى تتناسب مع التطلعات المعاصرة للمجتمع المغربي، مع الحرص الكامل على احترام ومراعاة قيمه ومبادئه الأساسية.

ومن هنا، نحرص أن يتم ذلك، في إطار مقاصد الشريعة الإسلامية، وخصوصيات المجتمع المغربي، مع اعتماد الاعتدال والاجتهاد المنفتح، والتشاور والحوار، وإشراك جميع المؤسسات والفعاليات المعنية.

وعلى الجميع أن يفهم، أن تمكين المرأة من حقوقها، لا يعني أنه سيكون على حساب الرجل؛ ولا يعني كذلك أنه سيكون على حساب المرأة. ذلك أن تقدم المغرب يبقى رهينا بمكانة المرأة، وبمشاركتها الفاعلة، في مختلف مجالات التنمية".

وبرزت أهمية إصلاح مدونة الأسرة بشكل كبير بعد الرسالة الملكية السامية التي وجهها جلالة الملك محمد السادس إلى رئيس الحكومة بتاريخ 26 شتنبر 2023 بهدف إعادة النظر في مدونة الأسرة، مما سلط الضوء على ضرورة تكييفها مع الواقع الحالي للمجتمع المغربي.

تنظيم النسخة الأولى من مؤتمر النسوية من أجل إغناء النقاش حول الإصلاحات اللازمة للمدونة :

نظمت جمعية تعزيز ثقافة المساواة APCE، في هذا السياق، النسخة الأولى من مؤتمر النسوية، وهو الحدث الذي شهد تنظيم العديد من اللقاءات، وتميز بنهج متعدد التخصصات، بمشاركة شخصيات وجمعيات من ميادين متعددة مثل الطب، وعلم الإسلام، والتاريخ، والأنثروبولوجيا، والاقتصاد، والأدب، والفن، فضلا عن حضور متحدثين يمثلان مغاربة العالم يعملان بفعالية في مجال مكافحة التمييز في القطاعين العمومي والخصوصي.

وشكلت هذه الاجتماعات منصة غنية لتبادل الأفكار والرؤى في سبيل تعزيز المساواة بين الجنسين، حيث تم تبني منظور نسوي مع مراعاة الأسرة والمجتمع، وإيلاء أهمية خاصة بمصالح الطفل ووضعها في قلب المناقشات. وسعى المشاركون خلال المؤتمر إلى تجاوز الانقسامات العقيمة والتصدي للمعارضات الثنائية بين التقدم الذي يُنظر إليه على أنه أمر غريب، والمحافظة المتجذرة التي تتمسك بالتقاليد الدينية الصارمة.

وبعد ساعات طويلة من النقاش، تمت صياغة التوصيات الناتجة عن هذه التبادلات وفقا للتوجيهات الملكية السامية، مع تجنب اللجوء إلى الاستيراد الأعمى للأيديولوجيات الأجنبية أو استنساخ المطالبات التي لا تأخذ بعين الاعتبار الخصائص المحلية. وتم التأكيد على تعدد مصادر القانون، بما في ذلك المعاهدات الدولية والدستور والقوانين والأنظمة،

مـؤتمـر الـنسـويـة
ⵜⵉⵔⵙⴰⵏ ⵏⵜⵙⵓⵜⵎⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

وتزامن إصلاح مدونة الأسرة سنة 2004 مع المبادرات التقدمية الأخرى مثل تشكيل هيئة الإنصاف والمصالحة، التي تعد ركيزة أساسية في إعادة صياغة العقد الاجتماعي في المغرب، وقاد هذا الإصلاح إلى تقدم كبير لصالح المرأة والمجتمع المغربي بشكل عام، حيث تم تأطير جوانب حاسمة مثل الزواج القاصرات، وتعدد الزوجات، وتسهيل إجراءات الطلاق، مما ساهم في إحداث مسؤولية مشتركة اتجاه الأسرة. وقد تم تطبيق هذه التطورات بشكل يتلاءم مع التقاليد والعادات المتجذرة في المملكة.

وأكد جلالة الملك محمد السادس في كلمته في افتتاح السنة التشريعية الثانية للهيئة التشريعية السابعة التزامه بهذه المبادئ:

لا يمكنني بصفتي أميرا للمؤمنين ان أحل ما حرم الله وأحرم ما أحله. من الضروري الأخذ بمقاصد الإسلام السمحة في تكريم الانسان والعدل والمساواة والمعاشرة بالمعروف وبوحدة المذهب المالكي والاجتهاد الذي يجعل الإسلام صالحا لكل زمان ومكان لوضع مدونة عصرية للأسرة منسجمة مع روح ديننا الحنيف.

خطاب صاحب الجلالة الملك محمد السادس في افتتاح السنة التشريعية الثانية للهيئة التشريعية السابعة.

عزز دستور المغرب سنة 2011 مبادئ العدالة والمساواة، خاصة في الفصل 19 الذي ينص بكل وضوح :"يتمتع الرجل والمرأة على قدم المساواة، بالحقوق والحريات المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية"، وتنص على أن "الدولة المغربية تسعى على تحقيق مبدأ المناصفة بين الجنسين". ويؤكد هذا الحكم الدستوري التزام المغرب بضمان الإنصاف والمساواة بين الجنسين، مما يجعل المساواة هدفا وطنيا وأولوية مهمة في تنمية البلاد.

بعد مضي عقدين على اعتماد مدونة الأسرة، وكجزء من بناء الدولة الاجتماعية المغربية، أصبح من الضرورة الملحة دمج التقاليد والحداثة لزيادة التماسك الاجتماعي في المغرب. هذه الحاجة تتمثل بشكل خاص في سياق عالمي حيث يحتفل المغرب بتضامنه ووحدته، وهو ما تجلى مؤخرًا خلال التفاعل الوطني بعد الكارثة الطبيعية التي تم تسجيلها خلال زلزال الحوز بتاريخ 8 شتنبر 2023.

ومع ذلك، وعلى الرغم من التقدم الكبير في مجال حقوق المرأة منذ إصلاح المدونة سنة 2004، لا تزال هناك العديد من التحديات القائمة، وأظهر الواقع أن الإصلاحات لا تُنفّذ دائمًا بشكل متسق على الصعيدين العملي والفعلي، وأن بعض الأحكام لا تزال غير كافية. وأكد جلالة الملك محمد السادس هذه الملاحظة بوضوح في خطابه بمناسبة عيد العرش في 30 يوليوز 2022.

"وإذا كانت مدونة الأسرة قد شكلت قفزة إلى الأمام، فإنها أصبحت غير كافية؛ لأن التجربة أبانت أن هناك عدة عوائق تقف أمام استكمال هذه المسيرة وتحول دون تحقيق أهدافها.

ومن بينها عدم تطبيقها الصحيح، لأسباب سوسيولوجية متعددة، لاسيما أن فئة من الموظفين ورجال العدالة، مازالوا يعتقدون أن هذه المدونة خاصة بالنساء.

والواقع أن مدونة الأسرة، ليست مدونة للرجل، كما أنها ليست خاصة بالمرأة؛ وإنما هي مدونة للأسرة كلها.
فالمدونة تقوم على التوازن، لأنها تعطي للمرأة حقوقها، وتعطي للرجل حقوقه، وتراعي مصلحة الأطفال.

السياق : تعديل مدونة الأسرة دعامة أساسية لتعزيز ركائز الدولة الاجتماعية

يدخل المغرب، تحت القيادة الرشيدة لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، نصره الله، مرحلة جديدة من التطور تتسم ببناء الدولة الاجتماعية. يتميز هذا المشروع الطموح بدعم برامج اجتماعية جوهرية ومهمة، منها تعميم الحماية الاجتماعية وإصلاح النظم الوطنية للصحة والتعليم.

وفي السياق الدولي حيث تتضاعف التحديات الكبرى مثل تغير المناخ، ومخاطر العولمة كالوباء، ونقص الموارد، واتساع فجوة عدم المساواة، أو عودة نشوب الصراعات المسلحة، تظهر الدولة الاجتماعية كنموذج جديد من أجل تعزيز دورها كقوة مرجعية إقليمية تلتزم بتأمين مكانتها بشكل عادل على المستوى العالمي.

وفي جوهر هذا التطور، تبرز أهمية تحقيق المساواة بين الجنسين كمبدأ أساسي أعلن عنه جلالة الملك محمد السادس نصره الله عند وصوله عرش أسلافه الميامين بصفته أميرا المؤمنين بتاريخ 20 غشت 1999:

"كيف يتطور بلوغ رقي المجتمع وازدهاره، والنساء اللائي يشكلن زهاء نصفه تهدر مصالحهن في غير مراعاة لما منحهن الدين الحنيف من حقوق، هن بها شقائق، الرجال تتناسب ورسالتهن السامية في إنصاف لهن مما قد يتعرضن له من حيف أو عنف"

يتعدى السعي من أجل تحقيق المساواة بين الجنسين اهتمامات المرأة ليمتد إلى مجموعة من القضايا الكبيرة ذات الطابع السياسي والاجتماعي والاقتصادي. المرأة قدمت من خلال مهاراتها المتنوعة والمتطورة إسهامات كبيرة ومهمة في تنمية مختلف المجالات، بما في ذلك البحث العلمي والتنمية الاقتصادية وغيرها. وكانت مشاركتهن في الحياة السياسة إيجابية، وساهمن بشكل فعال في تقدم المغرب نحو تحقيق التطور والحداثة مع الحفاظ على القيم الأساسية لمجتمعنا.

العلاقة القوية بين مصير المرأة ومصير الأسرة تدفعنا إلى التفكير في مصالح الطفل بشكل أكبر، حيث تعتبر هذه النقطة ذات أولوية وطنية وجزء لا يتجزأ من جهود النضال من أجل المساواة بين الجنسين، مع التأكيد على الأهمية الكبرى للنظر في احتياجات الأطفال وضمان حقوقهم في أي نهج لتعزيز المساواة والعدالة الاجتماعية.

وشكل قرار تعديل مدونة الأسرة سنة 2004 نقطة تحول حاسمة، حيث تم الانتقال من قانون الأحوال الشخصية إلى مدونة الأسرة، وسلط جلالة الملك محمد السادس الضوء على هذا التطور خلال افتتاح البرلمان سنة 2003. وشدد جلالته على ما يلي:

"عدم اعتبار المدونة قانونا للمرأة وحده، بل مدونة للأسرة أبا وأما وأطفالا، والحرص على أن تجمع بين رفع الحيف عن النساء وحماية حقوق الاطفال وصيانة كرامة الرجل"

خطاب صاحب الجلالة الملك محمد السادس في افتتاح الدورة الأولى من السنة الثانية من الولاية التشريعية السابعة

مؤتمر النسوية
ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵜⵎⵓⵔⵜ
LES ASSISES DU FEMINISME

تقديم جمعية نشر ثقافة المساواة (APCE):

تعتبر جمعية تعزيز ثقافة المساواة، التي ترأسها عائشة الزعيمي الصخري، نقطة جوهرية من أجل تعزيز المساواة بين الجنسين في المغرب. تأسست الجمعية سنة 2023، وتكرس جهودها من أجل تحسين حقوق المرأة وضمان المساواة بين الجنسين من خلال تنفيذ مجموعة متنوعة من المبادرات والأنشطة، حيث تتنوع أعمال الجمعية بين نشر ثقافة المساواة بين الجنسين، وتوفير منصة للبحث وتبادل الأفكار واللقاء والتعلم والتدريب كذلك.

تلتزم جمعية تعزيز ثقافة المساواة بتوعية المواطنين حول عدم المساواة بين الجنسين والدفاع عن حقوق المرأة، كما تعمل بكل جهد على خلق بيئة أكثر شمولا وإنصافا، وتسعى إلى زيادة مستوى الوعي بالتفاوتات القائمة والتشجيع على تغيير العقليات من خلال العديد من البرامج التثقيفية وحملات التوعية. وتدعو الجمعية من خلال التعاون الوطيد مع صناع القرار والباحثين والجهات الفاعلة السياسية والاجتماعية إلى إصلاح القوانين التمييزية وتنفيذ السياسات التي من شأنها تعزيز حقوق النساء والفتيات في مختلف الميادين.

وإلى جانب ما سبق ذكره، يبرز عمل الجمعية من خلال التزامها القوي بخلق شبكات وشراكات مع الجمعيات النسوية الأخرى، وجمعيات المساواة بين الجنسين، سواء على الصعيدين الوطني أو الدولي، مما يفتح الأبواب أمام تبادل الخبرات والمعارف وأفضل الممارسات، فضلا عن تعزيز الحركة النسوية.

ومن بين أبرز المبادرات التي تقوم بها الجمعية هو تنظيم مؤتمر النسوية، حيث سيشكل هذا الموعد السنوي حدثا تاريخيا يجمع مختلف الأصوات بهدف إثراء النقاش حول المساواة بين الجنسين وضمان التأثير بشكل إيجابي على السياسات والممارسات الاجتماعية في المغرب، وسيكون المؤتمر مناسبة تجمع بين الجمعيات والشخصيات من مجالات متعددة ومتنوعة.

كما تعمل جمعية تعزيز ثقافة المساواة على إنتاج محتوى رقمي ونشرات إخبارية بشكل دوري، وذلك كجزء من التزامها المستمر بتعزيز المساواة بين الجنسين. ويضم مكتب الجمعية أعضاء متفانين مثل علي اليوسفي العلوي وكريمة إشركي وخديجة صلاح الدين، الذين يساهمون كل واحد من موقعه، بشكل فعال في تحقيق مهمتنا بكل نجاح.

وتعمل الجمعية بكل جهد وبشكل دؤوب على تحقيق أهدافها على أرض الواقع، وتعتبر نفسها اليوم منارة لتعزيز المساواة بين الجنسين، وتُشارك المجتمع في حوار بناء ومهم في ظل السياق المغربي المتغير.

بدعم من

Euro-Mediterranean Foundation of Support to Human Rights Defenders
المؤسسة الأورو-متوسطية لدعم المدافعين عن حقوق الإنسان
Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme

MDJS
ONU FEMMES
AMBASSADE DE BELGIQUE

مؤتمر النسوية

ⵜⴰⵙⴷⴰⵡⵉⵜ ⵏ ⵜⵎⵓⵔⵜ

LES ASSISES DU FEMINISME

ملخص تقرير
النسخة الأولى من مؤتمر النسوية

تم تنظيم الحدث بتاريخ 16 دجنبر 2023 بالرباط

من لدن جمعية نشر ثقافة المساواة